

Si les dépenses militaires bénéficient d'un appui relativement élevé, cet appui a nettement diminué par rapport à ce qu'il était il y a dix ans, quand plus de la moitié des Canadiens étaient d'accord pour que ces dépenses augmentent<sup>17</sup>.

L'évaluation du caractère prioritaire d'objectifs de dépenses comme ceux qui sont énumérés à la figure 28 ne vise pas à mesurer avec exactitude les niveaux de dépenses souhaités, les Canadiens n'ayant pour la plupart qu'une connaissance très limitée de l'ordre de grandeur des dépenses actuelles dans chacun des secteurs cités. Ce genre de questions vise plutôt trois grands buts. Premièrement, les réponses permettent de classer les différents secteurs de dépenses par ordre d'importance. Deuxièmement, elles donnent une idée des circonstances dans lesquelles des secteurs de dépenses par ailleurs valables sont perçus comme drainant une part indue des fonds publics. Finalement, il est possible d'établir, au regard des options de dépenses souhaitées, des tendances *générales* susceptibles d'indiquer une modification de l'opinion des Canadiens si ceux-ci se prononcent en faveur d'une éventuelle augmentation ou diminution des dépenses dans tous les secteurs.

Ainsi que le montre le tableau 9, les répondants de l'Atlantique et les Québécois appuient le plus tous les genres de dépenses internationales.

Tableau 9  
L'appui aux dépenses internationales : écarts régionaux

| Secteur de dépenses                | D'accord pour dépenser autant ou plus |             |              |               |                           |
|------------------------------------|---------------------------------------|-------------|--------------|---------------|---------------------------|
|                                    | Atlantique<br>%                       | Québec<br>% | Ontario<br>% | Prairies<br>% | Colombie-Britannique<br>% |
| Promotion du commerce              | 90                                    | 95          | 87           | 91            | 83                        |
| Promotion de la culture canadienne | 77                                    | 92          | 73           | 63            | 63                        |
| Maintien de la paix                | 87                                    | 97          | 80           | 78            | 79                        |
| Aide aux pays pauvres              | 84                                    | 93          | 71           | 75            | 73                        |
| Défense                            | 78                                    | 84          | 70           | 70            | 68                        |
| Relations avec les autres pays     | 76                                    | 94          | 74           | 72            | 69                        |
| Aide étrangère                     | 76                                    | 90          | 66           | 69            | 66                        |

Le tableau 9 montre assez clairement que les Québécois ne sont vraiment pas en faveur d'une réduction des dépenses, moins de 10 % appuyant une diminution dans l'un ou l'autre des secteurs de dépenses internationales. Il est tout aussi clair que les Canadiens de l'Ouest, en particulier les habitants de la Colombie-Britannique, sont nettement plus nombreux à souhaiter une réduction de ces dépenses.

<sup>17</sup> Le contraste entre l'accueil réservé aux décisions concernant l'achat de sous-marins nucléaires et de EH-101, et les réactions au programme TRUMP et au programme de la frégate canadienne de patrouille du début des années 80, pourtant tout aussi chers, illustre l'évolution de l'opinion publique concernant les dépenses militaires depuis 1989.